

INDICE **ENTREPRENEURIAL** QUÉBÉCOIS 2010

Qu'est-ce que les entrepreneurs québécois ont dans le ventre ?

Réalisé par
la Fondation de l'entrepreneurship
Avril 2010

Avec la collaboration de



Caisse de dépôt et placement
du Québec



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES GRAPHIQUES.....	2
TABLE DES TABLEAUX	3
INTRODUCTION.....	4
« Qu'est-ce que nos entrepreneurs ont dans le ventre? »	4
Les Québécois doivent oser entreprendre et se faire confiance.....	4
FAITS SAILLANTS	5
Les bonnes nouvelles.....	5
Les éléments à surveiller et à améliorer.....	6
PORTRAIT GLOBAL DE L'ENTREPRENEURIAT AU QUÉBEC EN 2010	7
QU'EST-CE QUE NOS ENTREPRENEURS ONT DANS LÈ VENTRE?	9
L'entrepreneuriat comme moyen de créer de la richesse et de l'emploi de façon durable	9
Les motivations à la création d'entreprises	9
Les secteurs d'activité des entrepreneurs actuels et en devenir	10
Pérenniser ou créer pour innover	12
L'expérience des démarcheurs en création/reprise d'entreprise et les démarcheurs en série.....	12
L'influence de l'expérience et des réseaux de proximité sur la confiance des entrepreneurs.....	13
L'entrepreneuriat comme levier de la création de richesse ...	14
L'emploi et ses perspectives de croissance pour les propriétaires et les démarcheurs	15
Les perspectives d'innovation/croissance des propriétaires d'entreprise	16
Ambitions locales ou internationales?	16
Utilisation des services gouvernementaux.....	17
PRINCIPAUX CONSTATS	18
BIBLIOGRAPHIE	19
ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITION DES INDICATEURS.....	20
Méthodologie: sondage électronique	20
Définition des indicateurs utilisés	20

TABLE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Synthèse du processus entrepreneurial au Québec et dans le reste du Canada (2010).....	8
Graphique 2 : La modalité envisagée par les démarcheurs québécois et du reste du Canada (2010)	12
Graphique 3 : Les démarcheurs du Québec et du reste du Canada répartis selon leur expérience en entrepreneuriat (2010)	12
Graphique 4 : Le nombre d'entreprises créées par les démarcheurs du Québec et du reste du Canada, excluant celle faisant l'objet de démarches actuelles (2010)	13
Graphique 5 : Le nombre total d'entreprises détenues par les propriétaires d'entreprises du Québec et du reste du Canada (2010).....	13
Graphique 6 : Le nombre actuel d'emplois (temps plein et temps partiel incluant l'emploi du propriétaire) que créent les propriétaires d'entreprises québécois et du reste du Canada (2010).....	15
Graphique 7 : Le nombre d'emplois escompté (temps plein et temps partiel incluant l'emploi du propriétaire) par les propriétaires du Québec et du reste du Canada d'ici cinq ans (2010).....	15
Graphique 8 : Le nombre d'emplois escompté (temps plein et temps partiel incluant l'emploi du propriétaire) par les démarcheurs du Québec et du reste du Canada d'ici cinq ans (2010).....	15
Graphique 9 : Les ressources nécessaires à la croissance des entreprises des propriétaires québécois et du reste du Canada (2010).....	16
Graphique 10 : La difficulté à accéder aux ressources nécessaires pour assurer la croissance des entreprises des entrepreneurs québécois et du reste du Canada (2010).....	16
Graphique 11 : Répartition des propriétaires d'entreprises québécois et du reste du Canada selon la réalisation d'activités d'exportation (2010)	16
Graphique 12 : Répartition des démarcheurs québécois et du reste du Canada selon leur volonté de réaliser des activités d'exportation (2010)	17

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : La reconnaissance des entrepreneurs comme des créateurs d'emplois et de richesse (proportion ayant répondu « oui ») par les entrepreneurs et la population québécoise et du reste du Canada (2010)	9
Tableau 2 : Les principaux motifs des personnes ayant l'intention d'entreprendre au Québec et dans le reste du Canada (2010)	10
Tableau 3 : Les principaux secteurs d'activité envisagés par les personnes ayant l'intention d'entreprendre, les démarcheurs et les propriétaires d'entreprises au Québec et dans le reste du Canada (2010)	11
Tableau 4 : Le processus entrepreneurial québécois et du reste du Canada réparti selon le revenu personnel brut (2010)	14
Tableau 5 : La répartition des propriétaires d'entreprises du Québec et du reste du Canada selon leur chiffre d'affaires annuel (2010)	14
Tableau 6 : La volonté des entrepreneurs québécois et du reste du Canada d'investir en innovation et de croître (2010)	16
Tableau A1 : Définition des indicateurs utilisés dans le rapport....	20

INTRODUCTION

En février 2009, la Fondation de l'entrepreneurship a créé et lancé son Indice entrepreneurial québécois, le plus important sondage réalisé sur l'entrepreneuriat au pays. Ce dernier nous permet de mesurer l'ensemble des comportements entrepreneuriaux des individus, soit la « chaîne alimentaire » de l'entrepreneuriat (culture entrepreneuriale, intention de créer, processus de création, entreprises existantes, relève entrepreneuriale, fermeture d'entreprise, etc.). Réalisé en collaboration avec Léger Marketing et la Caisse de dépôt et placement du Québec, l'Indice entrepreneurial québécois a été reconduit en mars 2010. La méthodologie de même que les principaux indicateurs à l'étude sont disponibles en annexe 1.

« Qu'est-ce que nos entrepreneurs ont dans le ventre ? »

Pourquoi veulent-ils entreprendre? Quels chemins désirent-ils emprunter pour y arriver? De quelles ambitions se nourrissent-ils? Nous tenterons de répondre à ces questions dans les pages qui suivent. Afin de faciliter l'interprétation des données, nous avons fait le choix de comparer le Québec au reste du Canada (RDC) pour les principaux indicateurs à l'étude. De plus, nous choisissons d'inclure les travailleurs autonomes qui témoignent aussi d'ambitions (ou d'absence d'ambitions) entrepreneuriales. Nous amorçons ce rapport en dressant le portrait global de l'entrepreneuriat au Québec en 2010. La deuxième partie trace une esquisse de l'ambition des entrepreneurs du Québec (secteurs d'activité prisés, perspectives d'innovation, ambition internationale et exportation, croissance des emplois, revenus du dirigeant par rapport au chiffre d'affaires de l'entreprise, entrepreneurs en série) et répond à notre question de départ. La troisième et dernière partie présente quelques grands constats.

Les Québécois doivent oser entreprendre et se faire confiance.

Ce rapport fait état d'un constat alarmant: près de deux fois moins d'entrepreneurs caressent le rêve d'entreprendre à court terme au Québec (mesuré notamment par de plus faibles intentions d'entreprendre). Cet écart avec le reste du Canada est d'ailleurs beaucoup plus important en 2010 qu'il ne l'était en 2009 puisqu'on trouvait, alors, une proportion quasi similaire de personnes ayant l'intention d'entreprendre au Québec qu'ailleurs au Canada. Cette augmentation est peut-être un autre reflet d'une plus grande culture entrepreneuriale dans le reste du Canada pour lequel la réponse à une certaine précarité dans l'emploi se traduit, dans une plus grande mesure, par une volonté d'entreprendre.

Nous notons également en 2010 que le seul indicateur pour lequel le Québec se démarque positivement du reste du Canada concerne la proportion de la population ayant déjà fermé une entreprise (5,9% au Québec contre 7,5% dans le reste du Canada). Il s'agit d'une bonne nouvelle, que nous devons toutefois mettre en contexte. Nous savons que la crise écono-

mique a été plus forte dans les provinces de l'Ouest canadien, un constat se répercutant sur l'état de l'entrepreneuriat dans l'ensemble du pays. En effet, plus de fermetures marquent l'année 2009-2010 ailleurs au Canada, ce qui diminue très sensiblement l'écart observé en matière de propriétaires d'entreprises entre les deux groupes de 2009 à 2010. Malgré ce fait, le reste du Canada demeure actuellement considérablement supérieur en termes de propriétaires d'entreprises (17,3%) que le Québec (9,4%).

Nous savons que l'entrepreneuriat dans le reste du Canada est plus mature et expérimenté. Donc, à moins d'une plus grande intensification des activités en matière de création et de pérennisation de nos entreprises, la situation défavorable de l'entrepreneuriat au Québec, en comparaison avec celle du reste du Canada, persistera; privant par ailleurs le Québec des effets collatéraux majeurs engendrés par une plus forte activité entrepreneuriale.

Nous observons qu'une fois actifs en entrepreneuriat, nos entrepreneurs ont l'ambition nécessaire pour aider le Québec à transformer de façon significative son dynamisme économique. Un virage tel que nous avons pu le constater à l'aube des années 1970 et 1980. Nous devons donc poursuivre nos efforts afin de mettre l'entrepreneuriat à l'agenda des Québécois.

Le défi de l'entrepreneuriat au Québec réside dans la mobilisation d'un plus grand nombre de gens vers l'entrepreneuriat, dans l'établissement d'un climat de confiance et de solidarité au sein duquel il est possible de voir grand et loin, de réaliser des projets ambitieux, de s'enrichir et de favoriser la mise en relation de ceux qui cumulent expérience, réseaux et moyens financiers à ceux qui caressent le rêve de prendre le flambeau.

FAITS SAILLANTS

Les bonnes nouvelles

- Le Québec compte moins de fermetures (5,9%) que le reste du Canada (7,5%);
- Des perspectives de croissance, en termes d'emplois, supérieures chez les démarcheurs et propriétaires du Québec que dans le reste du Canada; en plus d'être moins nombreux à vouloir travailler seuls dans leur entreprise;
- Plus d'un entrepreneur sur deux manifeste la volonté de croître et 40% prévoient investir en innovation;
- Le ratio exportation du reste du Canada / exportation du Québec est moins élevé chez les démarcheurs (1,3) que chez les propriétaires (1,7). Serait-ce que les démarcheurs sont beaucoup plus optimistes quant aux perspectives d'exportation par rapport à la réalité observée chez les propriétaires d'entreprises?
- Les réseaux d'affaires et de proximité, la famille et les amis sont des acteurs de premier plan dans l'apprentissage des entrepreneurs et même, dans le montage de leur financement.

Les éléments à surveiller et à améliorer

- L'écart entre le Québec et le reste du Canada se creuse quant aux intentions d'entreprendre. De 2009 à 2010, l'augmentation est d'environ 10% au Québec et de 88% ailleurs au Canada, intentions qui étaient déjà plus importantes dans le reste du Canada;
- En ce qui a trait aux propriétaires d'entreprises, l'écart demeure pratiquement stable entre le Québec et le reste du Canada (environ deux fois moins de propriétaires au Québec), et ce, malgré des fermetures plus nombreuses ailleurs au Canada. En d'autres termes, le reste du Canada compense ses fermetures plus importantes par un plus grand dynamisme de ses propriétaires d'entreprises. Le Québec ferme moins d'entreprises, mais, en revanche, il en crée et en possède moins également...
- La confiance des Québécois en leur capacité et leur compétence à entreprendre a régressé pendant la décennie 2000 (indice à 53,5% en 2001¹ et à 47,5% en 2010);
- Plus de nouveaux démarcheurs au Québec (63,7% des démarcheurs en sont à leur première expérience de création d'entreprise) que dans le reste du Canada (53,7%), une inexpérience qui peut justifier le fait que les intentions et les démarches de création des Québécois soient plus longues à se concrétiser;
- 71,0% des démarcheurs choisissent de créer une entreprise de toutes pièces au Québec et 19,8% décident de relever ou d'acquérir une entreprise existante. Ailleurs au Canada, on trouve plus de créateurs (80,7% chez les démarcheurs) et moins de releveurs/acquéreurs (9,7% toujours chez les démarcheurs);
- Moins d'entrepreneurs en série au Québec qu'ailleurs au Canada: cette situation s'observe autant chez les démarcheurs que chez les propriétaires-dirigeants d'entreprises;
- Des entrepreneurs actuels et en devenir moins riches au Québec... Pour plusieurs, l'entrepreneuriat semblerait être encore perçu comme une façon de s'en sortir alors qu'il peut pourtant permettre de bien gagner sa vie;
- Près d'un entrepreneur sur deux admet avoir de la difficulté à se procurer les ressources essentielles à la croissance (surtout financières et humaines);
- 17,9% des propriétaires-dirigeants d'entreprises au Québec exportent et 24,9% des démarcheurs envisagent de le faire; des proportions bien inférieures au reste du Canada. Nos entrepreneurs se limitent souvent à un marché plus local et passent ainsi à côté d'opportunités d'affaires et de croissance externes;
- Les démarcheurs québécois sont deux fois plus nombreux à avoir eu recours aux organismes gouvernementaux dans les cinq dernières années (23,1% au Québec comparativement à 10,0% dans le reste du Canada).

¹ Nathaly Riverin, *L'entrepreneuriat au Québec en 2001 : le rapport du GEM (Global Entrepreneurship Monitor), 2002.*

PORTRAIT GLOBAL DE L'ENTREPRENEURIAT AU QUÉBEC EN 2010

En 2009, le premier sondage réalisé par la Fondation de l'entrepreneurship nous révélait une dure réalité. Le Québec n'est plus une terre d'entrepreneurs telle que le présumait la croyance populaire. En fait, tous les indicateurs étaient éloquents en ce sens. Nous observions près de deux fois moins de gens actifs en entrepreneuriat au Québec comparativement au Canada, et ce, à toutes les étapes de ce que nous convenons d'appeler, la chaîne de l'entrepreneuriat. Qu'en est-il en 2010? Nous trouvons la synthèse de la situation au graphique 1. Il est à noter que ces données incluent les travailleurs autonomes qui, de notre point de vue, viennent colorer le paysage entrepreneurial du Canada en y ajoutant de la flexibilité et de la diversité.

On note dans le graphique 1 que 7,8% de la population québécoise manifeste l'intention d'entreprendre au cours de sa vie, alors que c'est le cas de 14,1% des adultes du reste du Canada. En creusant un peu au niveau de l'horizon temporel de création, nous trouvons aussi des différences entre le Québec et le reste du Canada. En effet, il s'agit davantage d'un projet à court terme pour nos voisins, car la grande majorité souhaite passer à l'action au cours des trois prochaines années. En 2009, les intentions étaient au même niveau de part et d'autre, oscillant autour de 7%. Cela signifie qu'elles ont pratiquement doublé dans le reste du Canada entre 2009 et 2010.

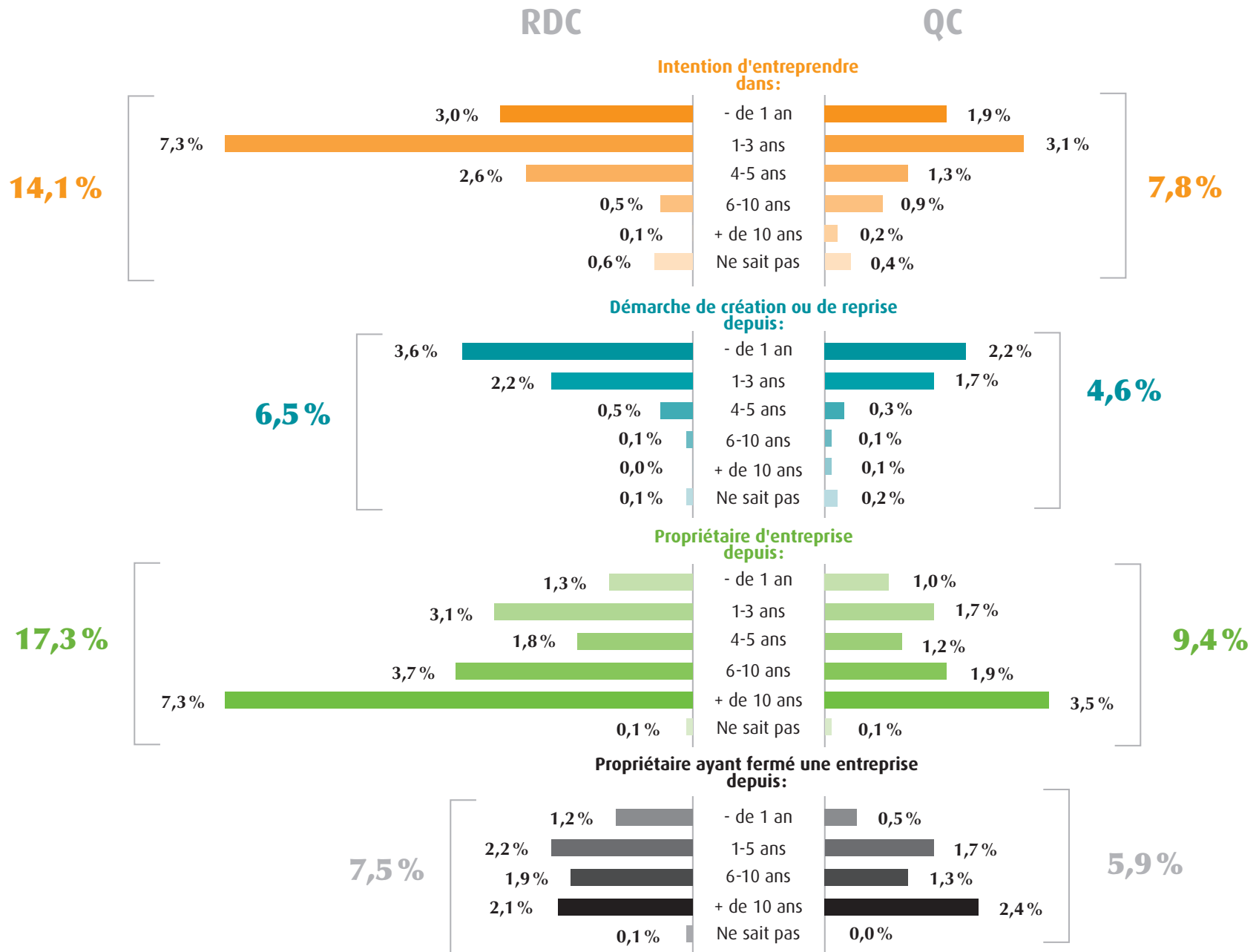
Cependant, nous remarquons que 6,5% de la population du reste du Canada a réalisé des démarches de création au cours de la dernière année, comparativement à 4,6% des Québécois. L'écart est toutefois moins important qu'au chapitre des intentions et affiche une stabilité depuis 2009. L'augmentation de l'indicateur des démarches est de 76% dans le reste du Canada de 2009 à 2010, comparativement à 64% au Québec, contribuant ainsi à accroître l'écart et les efforts de rattrapage à fournir.

La situation actuelle des propriétaires d'entreprises demeure toutefois la même. Il y a près de deux fois moins de propriétaires d'entreprises au Québec (9,4%) qu'ailleurs au Canada (17,3%), un écart très légèrement moins important que l'an dernier.

Enfin, seulement 5,9% des Québécois ont déjà fermé une entreprise au cours de leur vie, comparativement à 7,5% dans le reste du Canada. On note qu'au cours des deux dernières années, le reste du Canada a vu près de deux fois plus de fermetures d'entreprises que le Québec. La crise économique a joué un rôle significatif sur la situation entrepreneuriale canadienne, notamment dans l'Ouest du pays et en Ontario, plus touchés par celle-ci. Outre les fermetures plus nombreuses dans le reste du Canada qu'au Québec au cours de la dernière année, on note également que 73% (10,3% / 14,1%) des intentions canadiennes sont projetées d'ici trois ans.

En somme, l'entrepreneuriat est plus dynamique dans le reste du Canada qu'au Québec et les données actuelles nous permettent de croire que cet écart se maintiendra encore pour les prochaines années à venir.

Graphique 1 : Synthèse du processus entrepreneurial au Québec et dans le reste du Canada (2010)



QU'EST-CE QUE NOS ENTREPRENEURS ONT DANS LE VENTRE ?

Quelles sont leurs ambitions? Quelle énergie possèdent-ils et quels sont ceux susceptibles de servir de levier à la croissance et au développement socioéconomique du Québec? Pour y répondre, nous analyserons tour à tour les secteurs d'activité privilégiés, l'expérience en création d'entreprise, le nombre d'emplois actuels et escomptés (croissance de l'emploi), de même que les activités en cours et/ou visées d'innovation, d'exportation et de croissance des propriétaires québécois et canadiens. Le Québec tire-t-il son épingle du jeu par rapport à l'entrepreneuriat canadien? Commençons par sonder nos entrepreneurs sur le rôle qu'ils se voient jouer dans notre économie.

L'entrepreneuriat comme moyen de créer de la richesse et de l'emploi de façon durable

L'entrepreneuriat est un moteur du développement économique et social. Un constat de plus en plus reconnu par la population. En effet, nous savons qu'environ 66% de la population québécoise et canadienne juge que les entrepreneurs sont des créateurs d'emplois et de richesse (tableau 1). Nous constatons par ailleurs que les personnes impliquées dans le processus entrepreneurial sont plus positives à cet égard que l'ensemble de la population.

Toutefois, les entrepreneurs actuels et en devenir du Québec sont moins nombreux à se percevoir comme des créateurs d'emplois et de richesse que dans le reste du Canada. La perception qu'a l'entrepreneur de lui-même influe-t-elle sur sa perspective de croissance, d'innovation, d'exportation; bref, sur son potentiel entrepreneurial?

De plus, un écart persiste entre la perception de la population en général et les entrepreneurs. Il atteint environ 10% dans le reste du Canada et 5%² au Québec. Bien que n'apparaissant pas au tableau 1, il est fort intéressant de constater que de plus en plus dans le discours économique ambiant, cette création de richesse s'inscrit dans une approche plus holistique de développement durable. À ce titre, nous avons posé la question à nos propriétaires d'entreprises et 41% d'entre eux ont amorcé l'intégration de pratiques de développement durable dans le cadre de leurs activités et 34,6% des démarcheurs le font également dans le cadre de leur processus de création.

Les motivations à la création d'entreprises

Qu'est-ce qui propulse la création des entreprises québécoises? Quelles sont les motivations de nos entrepreneurs? L'indépendance s'inscrit encore et toujours comme l'élément moteur de la création. Deux différences majeures ressortent du tableau 2 quant aux motivations justifiant

Tableau 1 : La reconnaissance des entrepreneurs comme des créateurs d'emplois et de richesse (proportion ayant répondu « oui ») par les entrepreneurs et la population québécoise et du reste du Canada (2010)

Indicateurs	QC (%)	RDC (%)
Intention	71,4	76,1
Démarche	72,2	78,7
Propriétaire	68,8	71,7
Fermeture	73,5	77,1
Ensemble des répondants	66,8	66,0

² Calcul type d'une moyenne pour le processus entrepreneurial québécois : $(71,4\% + 72,2\% + 68,8\% + 73,5\%) / 4 = 71,5\%$. L'écart consiste en la soustraction du pourcentage caractérisant l'ensemble des répondants (66,8%) du résultat de la moyenne des personnes impliquées dans le processus entrepreneurial $(71,5\% - 66,8\%) = 4,7\%$

Tableau 2 : Les principaux motifs³ des personnes ayant l'intention d'entreprendre au Québec et dans le reste du Canada (2010)

Motifs	QC (%)	RDC (%)
Avoir une plus grande indépendance et liberté	59,2	56,1
Augmenter son revenu personnel/niveau de vie	44,8	45,7
Profiter d'une occasion d'affaires	34,1	47,4
Ne plus avoir de patron	23,3	30,3
Pas d'autre choix pour travailler	8,1	8,5

les intentions d'entreprendre des Québécois de celles des entrepreneurs du reste du Canada.

D'une part, 47,4 % des personnes ayant l'intention d'entreprendre dans le reste du Canada veulent le faire pour saisir une occasion d'affaires (près d'un entrepreneur sur deux), alors que seulement 34,1 % ont la même motivation au Québec. Cela peut justifier un horizon temporel de création plus court au Canada.

D'autre part, l'attrait de ne plus avoir de patron est plus populaire dans le reste du Canada (30,3 %) qu'au Québec (23,3 %).

Les secteurs d'activité des entrepreneurs actuels et en devenir

Nous trouvons, au tableau 3, plusieurs différences, à la fois entre les secteurs de prédilection des personnes ayant l'intention d'entreprendre, les démarcheurs et les propriétaires d'entreprises, mais aussi entre le Québec et le reste du Canada.

Certains secteurs sont davantage envisagés par les personnes ayant l'intention d'entreprendre et les démarcheurs du Québec que par les propriétaires actuels, à savoir :

Intentions et démarcheurs	Propriétaires d'entreprises
<ul style="list-style-type: none"> • Commerce au détail; • Services personnels, professionnels et d'affaires; • Construction; • Manufactures; • Technologies de l'information; • Services de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Finances, assurances et immobilier; • Éducation et services sociaux; • Culture; • Ingénierie, comptabilité, recherche et gestion; • Distribution/grossiste; • Transport, communications et services publics; • Agriculture, pêche, forêts, mines.

En somme, certains secteurs devraient perdre de la popularité au Québec au cours des prochaines années, au profit des secteurs plus prisés par les personnes ayant l'intention d'entreprendre et les démarcheurs. Ces derniers ont un attrait pour certains secteurs à forte valeur ajoutée (par exemple les services professionnels et d'affaires, les technologies de l'information, les services de santé) qui peuvent représenter une plus-value pour l'avenir entrepreneurial québécois, malgré un ralentissement prévu dans d'autres secteurs normalement à valeur ajoutée (finances, assurances et immobilier, ingénierie, comptabilité, recherche et gestion, éducation et services sociaux).

³ Question à choix multiples permettant aux répondants de nommer plus d'un motif, d'où la somme excédant 100,0%.

Tableau 3 : Les principaux secteurs d'activité envisagés par les personnes ayant l'intention d'entreprendre, les démarcheurs et les propriétaires d'entreprises au Québec et dans le reste du Canada (2010)

Secteurs	Intention		Démarche		Propriétaire	
	QC (%)	RDC (%)	QC (%)	RDC (%)	QC (%)	RDC (%)
Commerce au détail	17,6	15,8	10,9	13,6	8,0	8,4
Services personnels, professionnels et d'affaires	8,8	6,2	9,1	4,8	5,8	6,6
Technologies de l'information (TI)	7,8	12,1	9,4	10,1	6,4	8,7
Construction	7,2	7,2	7,9	9,4	5,6	9,1
Finances, assurance et immobilier	6,5	5,4	5,4	4,7	8,5	7,3
Éducation et services sociaux	5,7	5,3	4,5	2,6	7,4	3,6
Culture	5,5	5,2	5,4	5,5	6,6	2,2
Manufactures	5,3	4,2	4,5	4,1	4,1	4,3
Services de santé	4,1	4,6	2,8	6,0	3,6	4,2
Ingénierie, comptabilité, recherche, gestion	4,1	3,6	3,2	2,6	5,4	5,9
Distribution/grossiste	3,8	2,0	4,0	3,8	4,3	2,4
Transport, communication et services publics	3,7	3,8	3,0	2,6	4,8	2,1
Agriculture, pêche, forêts, mines	2,8	6,9	4,6	6,6	5,1	6,6
Autre	11,4	9,4	18,6	19,5	18,2	25,6
Ne sait pas	2,3	6,5	4,3	1,9	2,0	1,1

D'autre part, certains sont plus populaires au Québec que dans le reste du Canada. Nous notons entre autres une différence significative pour les secteurs:

- Services personnels, professionnels et d'affaires (9,1% des démarcheurs au Québec comparativement à 4,8% dans le reste du Canada);
- Éducation et services sociaux (7,4% des propriétaires au Québec contre 3,6% dans le reste du Canada);
- Culture (6,6% des propriétaires au Québec contre 2,2% dans le reste du Canada);
- Transport, communications et services publics (4,8% propriétaires au Québec contre 2,1% dans le reste du Canada);

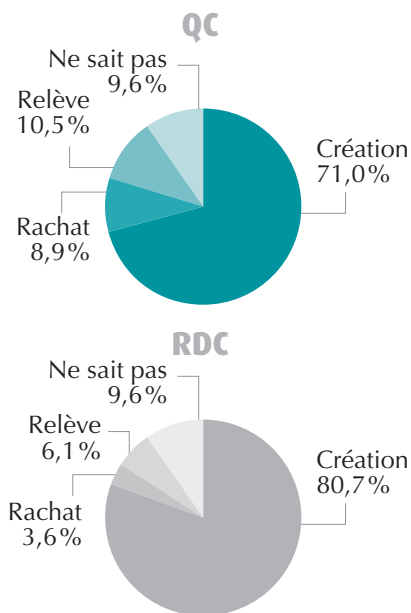
Enfin, d'autres secteurs ont plus la cote dans le reste du Canada qu'au Québec, notons entre autres:

- Construction (5,6% des propriétaires québécois contre 9,1% dans le reste du Canada);

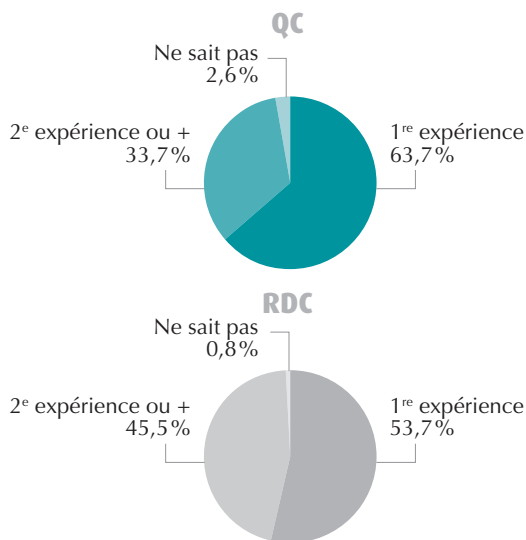
- Technologies de l'information (7,8% des intentions québécoises contre 12,1% dans le reste du Canada et 6,4% des propriétaires québécois contre 8,7% dans le reste du Canada);
- Services de santé (2,8% des démarcheurs québécois contre 6,0% des démarcheurs du reste du Canada).

Il y a lieu de s'interroger sur les avantages concurrentiels du Québec par rapport au reste du Canada et sur l'expertise développée au fil des années pour stimuler les échanges dans les secteurs à forte valeur ajoutée où chacun est plus actif. Les échanges économiques d'est en ouest, et vice versa, pourraient ainsi augmenter, au profit de chacun.

Graphique 2 : La modalité envisagée par les démarcheurs québécois et du reste du Canada (2010)



Graphique 3 : Les démarcheurs du Québec et du reste du Canada répartis selon leur expérience en entrepreneuriat (2010)



Pérenniser ou créer pour innover

Les démarcheurs québécois veulent-ils créer une nouvelle entreprise de toutes pièces, ou préfèrent-ils racheter une entreprise existante, voire prendre la relève d'une entreprise (incluant son rachat)? Cette question de fait est pourtant lourde d'impacts et de conséquences sur notre économie. En effet, nous notons au Québec une tendance à souhaiter la transmission de nos entreprises québécoises, afin d'en assurer la pérennité et de préserver les emplois dans ces entreprises. Or, sans nécessairement s'en remettre à la « sélection naturelle », ce mode d'entrepreneuriat n'est pas prisé de la même façon dans le reste du Canada. En effet, l'option de prendre la relève d'une entreprise est celle de 10,5% des démarcheurs au Québec tandis qu'elle retient l'attention chez 6,1% des gens du reste du Canada.

Le graphique 2 montre des différences significatives entre le Québec et le reste du Canada. En effet, 8,9% des démarcheurs québécois ont réalisé des démarches pour racheter une entreprise (comparativement à 3,6% dans le reste du Canada) et 10,5% ont réalisé ces démarches dans le cadre d'un processus de relève au Québec (contre 6,1% dans le reste du Canada).

Les démarcheurs du reste du Canada sont plus nombreux à vouloir créer une entreprise de toutes pièces, alors que les démarcheurs québécois envisagent davantage la reprise d'une entreprise, sous forme de relève ou non.

Dans un contexte où notre économie doit pouvoir compter sur l'innovation et l'entrepreneuriat, quelle prépondérance devrions-nous réellement accorder dans nos stratégies à la pérennisation des acquis, des actifs et des emplois? Sans opposer la démarche de relève d'entreprise à celle de création, il y a lieu de remettre en question leurs impacts respectifs sur le développement économique du Québec.

L'expérience des démarcheurs en création/reprise d'entreprise et les démarcheurs en série

Le graphique 3 illustre clairement que les démarcheurs québécois sont moins expérimentés que leurs homologues dans le reste du Canada. En effet, 63,7% des démarcheurs québécois en sont à leur première expérience en création/reprise d'une entreprise, alors que c'est le cas de 53,7% des démarcheurs du reste du Canada. Ce constat corrobore l'hypothèse émise dans la première partie de ce rapport et peut justifier des démar-

ches de création plus longues au Québec que dans le reste du Canada. En effet, l'efficacité et l'efficience augmentent souvent avec l'expérience, tout comme les chances de réussite...

Parmi les démarcheurs qui n'en sont pas à leur première expérience, certains ont à leur actif de l'expérience en prédémarrage alors que d'autres ont réellement mis sur pied des entreprises, dont certaines, même, sont toujours sous leur propriété.

En plus d'être plus nombreux à créer une entreprise pour la première fois, le graphique 4 illustre que les démarcheurs québécois sont beaucoup plus nombreux à avoir créé une seule autre entreprise au cours de leur vie (49,5% au Québec contre 30,1% dans le reste du Canada), et sont beaucoup plus rares à avoir créé deux entreprises et plus (48,3% au Québec contre 67,5% dans le reste du Canada).

Dans la même lignée, le graphique 5 démontre clairement que les propriétaires d'entreprises québécois sont plus nombreux à posséder une seule entreprise (77,8%) que dans le reste du Canada (71,7%), corroborant encore une fois un entrepreneuriat en série plus fort dans le reste du Canada.

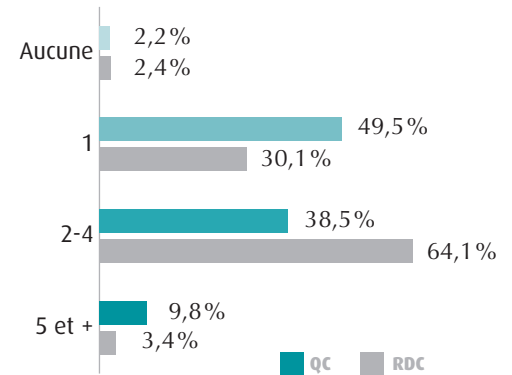
L'influence de l'expérience et des réseaux de proximité sur la confiance des entrepreneurs

Bien que n'apparaissant pas dans les tableaux et graphiques de ce rapport, nous avons sondé la population en général afin d'évaluer sa perception à l'égard de ses capacités et de ses compétences à créer des entreprises. Seulement 47,5% des répondants estiment posséder ces capacités au Québec. La proportion augmente à 53,6% dans le reste du Canada. Ce sentiment est à la base de la confiance des entrepreneurs et de leurs ambitions. C'est le fondement de l'entrepreneuriat.

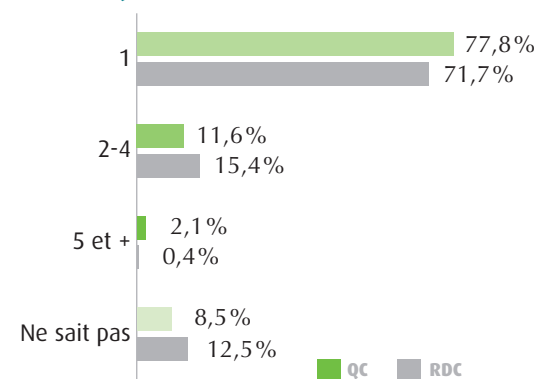
Or, nous trouvons que cette variable a diminué par rapport à 2001, où 50,9% des Québécois confirmaient avoir confiance en eux⁴. Ce constat n'est guère étonnant, considérant que les propriétaires d'entreprises mentionnent avoir développé leurs compétences surtout à travers leur propre expérience (48,5%), auprès d'entrepreneurs d'expérience (mentors), de membres de leur famille ou à l'école (11% chacun), puis finalement auprès de leurs amis (4,2%). Les organismes (2,6%) et les livres (2,3%) figurent parmi les deux autres sources de développement pour nos propriétaires. Les stratégies de développement entrepreneurial au Québec ont été jusqu'à ce jour principalement orientées vers la sensibilisation à l'entrepreneuriat, notamment auprès des plus jeunes. Peu d'initiatives ont été lancées jusqu'à présent afin de renforcer les capacités et les compétences de nos futurs entrepreneurs et de nos entrepreneurs actuels.

À cet égard, il y a lieu de remettre en question le rôle de l'école typique québécoise. En effet, la plus importante différence avec le reste du Canada concerne le rôle de nos écoles. Elles comptent pour 11% en matière de berceau du développement des entrepreneurs québécois alors que ce chiffre se situe à 18% au Canada.

Graphique 4 : Le nombre d'entreprises créées par les démarcheurs du Québec et du reste du Canada, excluant celle faisant l'objet de démarches actuelles (2010)



Graphique 5 : Le nombre total d'entreprises détenues par les propriétaires d'entreprises du Québec et du reste du Canada (2010)



⁴ Nathaly Riverin, *L'entrepreneuriat au Québec en 2001 : le rapport du GEM (Global Entrepreneurship Monitor), 2002.*

Nous remarquons clairement que l'expérience, les réseaux de proximité et les réseaux d'affaires peuvent jouer un rôle déterminant dans le développement de l'entrepreneuriat. L'école joue un rôle plus significatif ailleurs au pays. Il n'est pas surprenant qu'au Québec les quelques initiatives soutenant ce modèle connaissent un franc succès, tel le Groupement des chefs d'entreprises qui, à cet égard, jouit d'une excellente notoriété auprès des chefs d'entreprises.

L'entrepreneuriat comme levier de la création de richesse

Il y a lieu de s'interroger sur la situation économique de nos entrepreneurs actuels et en devenir. L'entrepreneuriat est-il une carrière prisée par les personnes les plus riches ou les plus pauvres? Les entrepreneurs sont-ils plus riches que la moyenne de la population? Les données de ce rapport font état du revenu personnel brut et du chiffre d'affaires de leurs entreprises.

Tableau 4 : Le processus entrepreneurial québécois et du reste du Canada réparti selon le revenu personnel brut (2010)⁵

Revenus	Intention		Démarche		Propriétaire		Ensemble des répondants	
	QC (%)	RDC (%)	QC (%)	RDC (%)	QC (%)	RDC (%)	QC (%)	RDC (%)
- de 20 k	25,4	13,8	16,2	16,7	11,3	9,5	20,3	19,1
20 k – 39,9 k	22,2	21,4	24,3	15,1	18,8	17,2	22,6	18,2
40 k – 59,9 k	14,3	16,3	18,9	14,3	21,3	15,1	18,3	13,6
60 k – 79,9 k	14,3	11,6	16,2	10,3	12,5	10,1	11,3	11,0
80 k – 99,9 k	4,8	8,0	5,4	7,9	6,3	8,6	6,7	6,8
100 k – 150 k	3,2	8,3	5,4	9,5	5,0	8,9	3,0	5,6
150 k et +	3,2	4,3	2,7	8,7	5,0	8,6	1,5	3,7
Refus de répondre	12,6	16,3	10,9	17,5	19,8	22,0	16,3	22,0

Tableau 5 : La répartition des propriétaires d'entreprises du Québec et du reste du Canada selon leur chiffre d'affaires annuel⁶ (2010)

Chiffre d'affaires	QC (%)	RDC (%)
- de 50 k	34,6	35,0
50 k – 99,9 k	9,9	8,7
100 k – 199,9 k	8,6	4,8
200 k – 499,9 k	7,4	8,1
500 k – 999,9 k	4,9	4,8
1 M – 4,9 M	7,4	6,3
5 M et +	3,7	2,7
Refus de répondre	22,0	29,0
Non applicable	1,5	1,5

- Le tableau 4 démontre hors de tout doute que l'entrepreneuriat est plus aisé dans le reste du Canada. En effet, les Québécois sont systématiquement moins nombreux à engendrer des revenus personnels de plus de 80 000 \$/année que les autres Canadiens, et ce, à toutes les étapes du processus entrepreneurial, tout comme pour la population en général. La différence est encore plus marquante à partir de l'échelle de 100 000 \$ et plus annuellement.
- Cette situation risque fort de se perpétuer, considérant qu'au Québec, une personne ayant l'intention d'entreprendre sur quatre gagne moins de 20 000 \$ annuellement et que près de 50% des Québécois ayant l'intention d'entreprendre gagnent moins de 40 000 \$ annuellement. L'entrepreneuriat demeure-t-il un moyen de s'en sortir plutôt que de bien gagner sa vie au Québec?

5 Certains répondants ont refusé de répondre à cette question, ce qui explique que le total ne cumule pas toujours 100,0%.

6 Le chiffre d'affaires porte sur l'année 2009.

- En regard des revenus des propriétaires-dirigeants d'entreprises, il est clair que l'entrepreneuriat est un moyen de mieux gagner sa vie au Canada.
- Les revenus des entreprises opérées par nos entrepreneurs sont similaires à ceux des entreprises dans le reste du Canada (tableau 5).
- On note même que 11,1 % des propriétaires québécois génèrent plus de 1 million \$/année en chiffre d'affaires, alors que nous en dénombrons plutôt 9,0% dans le reste du Canada.

À la lumière de ces observations, une question s'impose: si les entrepreneurs du Québec ont des revenus personnels moins importants que ceux du reste du Canada, tandis que leur chiffre d'affaires est similaire, est-ce que cela signifie qu'ils se versent une rémunération inférieure? Visiblement, la réponse est oui.

L'emploi et ses perspectives de croissance pour les propriétaires et les démarcheurs

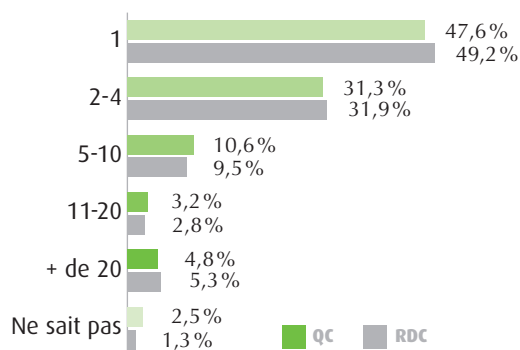
On ne remarque pas de différences significatives entre le Québec et le reste du Canada quant au nombre d'emplois actuellement créés par les propriétaires (graphique 6).

- Nos entrepreneurs créent autant d'emplois. Concrètement au Québec, on en dénombre un peu plus de 47% qui travaillent seuls dans leur entreprise, alors que près de 32% sont entre 2 et 4 employés (incluant le propriétaire) et près de 19% comptent 5 ressources humaines et plus.

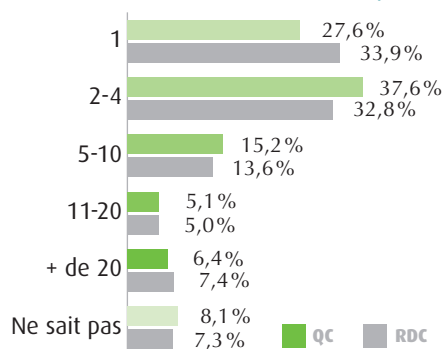
Mais qu'en est-il des perspectives de croissance de l'emploi escomptées par les propriétaires québécois?

- Le graphique 7 souligne un écart important avec le reste du Canada (33,9% contre 27,6% au Québec) relativement aux entrepreneurs qui prévoient rester seuls à bord de leur entreprise. Bref, les propriétaires québécois veulent s'entourer de ressources humaines et ont une perspective de croissance supérieure au reste du Canada en matière d'employabilité d'une autre personne. Le même constat s'applique pour la catégorie « 2 à 10 emplois », rejoignant 52,8% des propriétaires québécois contre 46,4% des propriétaires du reste du Canada.
- Le même constat est observé chez les démarcheurs, qui ont donc des perspectives de croissance, en matière d'emplois, supérieures au reste du Canada. En effet, le graphique 8 indique que 61,9% des démarcheurs québécois escomptent employer de 2 à 10 ressources humaines, contre 57,7% des démarcheurs du reste du Canada. La catégorie « 10 emplois et plus » est pratiquement similaire au Québec (12,3%) que dans le reste du Canada (12,8%), mais les démarcheurs québécois (19,6%) sont moins nombreux à vouloir œuvrer seuls au sein de leur entreprise que les autres Canadiens (23,9%).
- Au Québec, nous notons que près de 35% des propriétaires uniques sans employé souhaitent embaucher dans les cinq prochaines années, leur nombre passe de 27,6%, ce qui est la situation actuelle, à 19,6%, la situation souhaitée. Cette volonté d'embaucher des employés est aussi forte dans le reste du Canada, la proportion de propriétaires uniques sans employé passe de 33,9% à 23,9%. C'est donc dire que le tiers d'entre eux souhaitent devenir des employeurs.

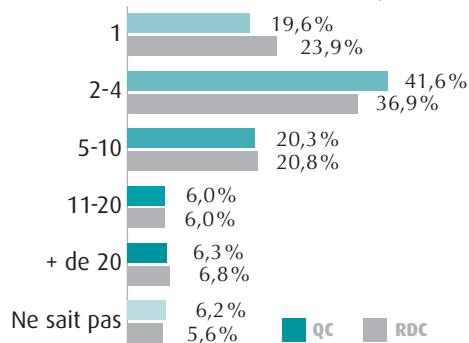
Graphique 6 : Le nombre actuel d'emplois (temps plein et temps partiel incluant l'emploi du propriétaire) que créent les propriétaires d'entreprises québécois et du reste du Canada (2010)



Graphique 7 : Le nombre d'emplois escompté (temps plein et temps partiel incluant l'emploi du propriétaire) par les propriétaires du Québec et du reste du Canada d'ici cinq ans (2010)



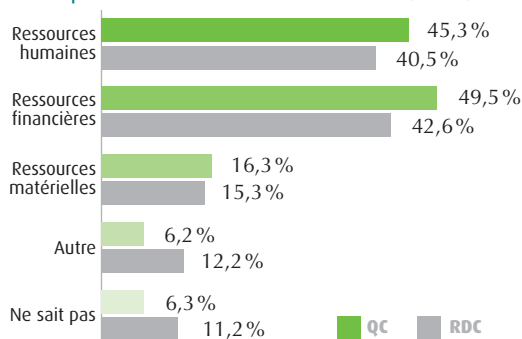
Graphique 8 : Le nombre d'emplois escompté (temps plein et temps partiel incluant l'emploi du propriétaire) par les démarcheurs du Québec et du reste du Canada d'ici cinq ans (2010)



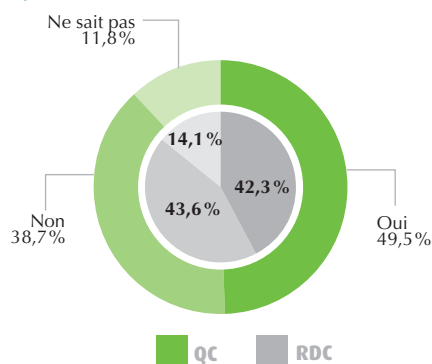
Les perspectives d'innovation/croissance des propriétaires d'entreprise

Le tableau 6 indique une volonté d'investir en innovation plus affirmée chez les propriétaires québécois que chez les entrepreneurs du reste du Canada, qui sont nombreux à ne pouvoir se prononcer sur la question (21,5% dans le reste du Canada contre 14,3% au Québec). Toutefois, la proportion des entrepreneurs désireux de croître est pratiquement identique au Québec (39,3%) que dans le reste du Canada (38,2%).

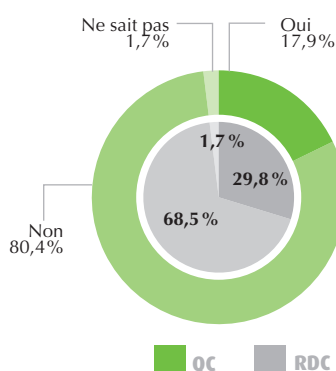
Graphique 9: Les ressources⁷ nécessaires à la croissance des entreprises des propriétaires québécois et du reste du Canada (2010)



Graphique 10: La difficulté à accéder aux ressources nécessaires pour assurer la croissance des entreprises des entrepreneurs québécois et du reste du Canada (2010)



Graphique 11: Répartition des propriétaires d'entreprises québécois et du reste du Canada selon la réalisation d'activités d'exportation (2010)



- Un peu plus d'un entrepreneur québécois sur deux entretient la volonté de croître.

Tableau 6: La volonté des entrepreneurs québécois et du reste du Canada d'investir en innovation et de croître (2010)

		QC (%)	RDC (%)
Investir en innovation	Oui	39,3	38,2
	Non	46,4	40,4
	Ne sait pas	14,3	21,5
Croître	Oui	52,7	55,9
	Non	33,8	29,1
	Ne sait pas	13,4	15,0

Évidemment, différentes ressources sont nécessaires pour permettre aux propriétaires de croître.

- Le graphique 9 illustre que les ressources financières sont les plus importantes pour assurer la croissance des entreprises détenues par les propriétaires québécois (49,5%), suivies de près par les ressources humaines (45,3%). Le caractère essentiel des ressources matérielles est toutefois moins partagé par les entrepreneurs québécois (16,3%). Les mêmes constats ressortent dans le reste du Canada.
- Au graphique 10, on remarque que près d'un entrepreneur sur deux juge avoir de la difficulté à accéder aux ressources nécessaires à sa croissance, une proportion plus importante que dans le reste du Canada (42,3%). Cela peut constituer un frein important à l'entrepreneuriat québécois et limiter considérablement la capacité de croître de nos entrepreneurs.

Ambitions locales ou internationales ?

Enfin, toujours dans le souci de mieux comprendre l'entrepreneuriat québécois, nous avons demandé aux propriétaires d'entreprises s'ils avaient l'intention de vendre leurs produits et services à l'extérieur du Canada.

- Le graphique 11 corrobore une hypothèse souvent émise: les propriétaires d'entreprises québécois exportent moins à l'outremer que les propriétaires du reste du Canada. À peine 17,9% des entrepreneurs

⁷ Question à choix multiples permettant aux répondants de nommer plus d'un motif, d'où la somme excédant 100,0%.

québécois réalisent des activités d'exportation, contre 29,8% dans le reste du Canada. Plus de 80% des propriétaires québécois se contentent d'un marché plus petit et limitent leurs occasions d'affaires.

- Pour les démarcheurs québécois (graphique 12), ils sont également moins nombreux à avoir l'intention d'exporter (24,9%) que dans le reste du Canada (32,6%). Toutefois, il est encourageant de constater que le ratio exportation du reste du Canada / exportation du Québec est moins élevé chez les démarcheurs (32,6% / 24,9% = 1,3) que chez les propriétaires (29,8% / 17,9% = 1,7).

Utilisation des services gouvernementaux

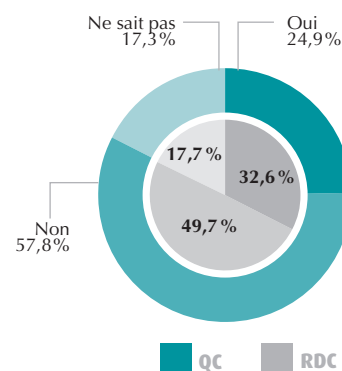
S'ils choisissent l'entrepreneuriat parce qu'ils souhaitent plus d'autonomie et d'indépendance, les entrepreneurs souhaitent aussi l'opérer et le mettre au monde dans ce même paradigme. Bien que n'apparaissant pas dans les graphiques présentés dans ce rapport, nous observons en effet que les entreprises actives sont plutôt indépendantes en matière de financement, de formation ou d'aide de nature diverse en provenance d'organismes gouvernementaux. La principale source de financement des démarcheurs provient: de leurs économies personnelles (44,8%), des banques (19,8%), des proches (10,1%), des organismes gouvernementaux (9,4%), de collègues, d'étrangers et des amis (entre 2% et 3%).

Dans l'ensemble, on remarque qu'une faible proportion a eu recours à de l'aide gouvernementale:

- Les personnes en démarrage ayant eu recours aux organismes: 23,1% au Québec et 10% dans le reste du Canada.
- Les propriétaires-dirigeants ayant eu recours aux organismes: 12,9% au Québec et 7,0% dans le reste du Canada.

L'utilisation des services gouvernementaux est donc nettement inférieure à l'extérieur du Québec. Quant au degré de satisfaction à l'égard des services rendus, on évalue pour nos démarcheurs le taux de satisfaction à 66% et, pour nos propriétaires-dirigeants, il s'établit à 68%. Il s'agit donc tout de même de 30% des propriétaires d'entreprises démarrées ou en activité et ayant eu recours aux services durant les 5 dernières années qui qualifient ces services d'insatisfaisants ou d'inacceptables. Pourquoi les propriétaires-dirigeants sont-ils deux fois moins nombreux dans le reste du Canada qu'au Québec à avoir recours à l'aide gouvernementale? Les ressources sont-elles plus rares dans le reste du pays? Est-ce la prépondérance de cette aide au Québec qui serait trop importante? Y aurait-il un déséquilibre entre l'apport public et l'apport privé? Il y a lieu de creuser ces questions et d'évaluer les impacts qu'auraient de nouveaux programmes ou de nouvelles politiques en la matière.

Graphique 12: Répartition des démarcheurs québécois et du reste du Canada selon leur volonté de réaliser des activités d'exportation (2010)



PRINCIPAUX CONSTATS

D'emblée, l'objectif de ce rapport est de regarder vers l'avenir afin d'envisager des pistes positives au sein de notre entrepreneuriat, des bases sur lesquelles construire l'économie du Québec d'aujourd'hui et de demain.

Nous observons dans la première partie du rapport qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour que notre entrepreneuriat soit florissant. Effectivement, nous constatons qu'il y a moins d'entrepreneurs dans la population au Québec que dans le reste du Canada. Nous soulevons même que nos entrepreneurs n'ont pas plus confiance en leurs capacités et compétences pour créer une entreprise qu'au début de l'année 2000.

Par ailleurs, en 2010, les démarcheurs québécois, bien que moins nombreux que dans le reste du Canada, sont plus enclins à se diriger vers le rachat et la relève d'entreprises existantes. Certaines questions s'imposent. Nous faisons beaucoup d'efforts dans le dossier « relève et transmission » au Québec, mais quelle est notre réelle cible? Est-ce la croissance? Le maintien des emplois? La concentration économique? La pérennisation des acquis, des actifs et des emplois? Est-ce une bonne approche considérant le besoin du Québec pour une économie plus innovante et entrepreneuriale? Au cœur de ces questions se loge le véritable enjeu... celui de notre culture entrepreneuriale.

En focalisant sur la problématique de la relève, ce sont davantage les gestionnaires d'entreprises que nous sollicitons afin de prendre les commandes d'un train déjà en marche. Qu'advient-il des entrepreneurs capables de développer la capacité de détecter des opportunités et d'imaginer les solutions et les actions pour les saisir? Pouvons-nous interchanger leur profil à celui du releveur d'entreprises? Est-il possible que le développement d'une vraie relève entrepreneuriale ne puisse s'amorcer que lorsque nos grandes stratégies en entrepreneuriat cesseront justement de confondre ces deux profils forts distincts?

Nous trouvons par ailleurs que la majorité des entrepreneurs acquiert leur savoir par le biais de l'expérience, et notamment au contact d'autres gens d'affaires. Nous estimons impératif de renforcer ce réseautage par une vaste mobilisation de la communauté d'affaires, vraie détentrice des valeurs entrepreneuriales.

À la question: « Qu'est-ce que nos entrepreneurs ont dans le ventre? », la réponse est claire. Ils ont suffisamment d'ambition et d'énergie pour constituer un levier significatif, capable de faire progresser l'économie québécoise de façon importante. Plus que jamais, il faut poursuivre les efforts en la matière et prioriser cette variable stratégique pour le Québec. Il est possible de rattraper nos voisins, mais cela appelle à la mobilisation de tous (citoyens, entrepreneurs, élus, financiers, etc.).

L'écart traditionnel entre l'activité entrepreneuriale des Québécois et celle de la population du reste du Canada est bel et bien présent (moins

d'intentions, de démarches de création et de propriétaires). Toutefois, à partir du moment où les entrepreneurs québécois démarrent leur entreprise, ils excellent autant que ceux du reste du Canada. En effet, il n'y a pas d'écart entre les résultats financiers des entreprises et encore moins quant aux motivations à vouloir faire progresser son entreprise (croître ou innover). Enfin, un travail évident doit se faire au niveau de la volonté de conquérir les marchés extérieurs. À cet égard, les Québécois doivent se faire davantage confiance et caresser l'ambition de conquérir la planète.

BIBLIOGRAPHIE

- **Fondation de l'entrepreneurship (en collaboration avec Léger Marketing)**, Indice entrepreneurial québécois 2009, http://www.entrepreneurship.qc.ca/fr/vigie-recherche/indice_entrepreneurial_quebecois.asp
- **Riverin, Nathaly**, *L'entrepreneuriat au Québec en 2001 : le rapport du GEM (Global Entrepreneurship Monitor)*, 2002, 31 p.

ANNEXE 1 : MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITION DES INDICATEURS

Méthodologie : sondage électronique

- L'Indice entrepreneurial québécois 2010 a été réalisé au moyen d'un sondage Internet auprès d'un échantillon de Canadiens et Canadiennes âgé(e)s de 18 ans ou plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Les répondants sont issus du panel d'internautes de Léger Marketing qui couvre l'ensemble du Canada.
- Le sondage a été réalisé auprès de 2736 répondants, dont : 1 428 au Québec et 1 308 dans le reste du Canada.
- Pour établir les incidences aux différentes catégories entrepreneuriales au début du sondage, nous avons initialement sondé 11 996 répondants, dont 7 612 au Québec et 4 384 dans le reste du Canada.
- La collecte des données s'est déroulée du 2 au 25 mars 2010. La durée moyenne du questionnaire était d'environ 16 minutes.
- À l'aide des données de Statistique Canada, les résultats ont été pondérés selon les provinces, le sexe, l'âge, la scolarité et la langue parlée à la maison afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte du Canada.

En tant que membre certifié sceau d'or de l'Association de recherche et d'intelligence marketing (ARIM) du Canada, le sondage effectué par Léger Marketing a été mené dans le plus grand respect de l'ensemble des standards de qualité et des règles d'éthique de l'ARIM et d'ESOMAR.

Définition des indicateurs utilisés

Tableau A1 : Définition des indicateurs utilisés dans le rapport

Indicateurs	Définitions
Intention	Seul ou avec d'autres personnes, vous avez l'intention de créer une nouvelle entreprise ou de reprendre une entreprise existante.
Démarche	Au cours des 12 derniers mois, seul ou avec d'autres personnes, vous avez entrepris des démarches pour créer une nouvelle entreprise ou reprendre une entreprise existante. (Ex : rechercher de l'équipement ou un emplacement, organiser une équipe pour la mettre en marche, élaborer un plan d'affaires, commencer à épargner de l'argent ou d'autres activités qui aideraient à lancer une entreprise).
Propriétaire	Seul ou avec d'autres, vous êtes présentement propriétaire d'une entreprise.
Fermeture	Vous avez déjà fermé ou cessé les activités d'une entreprise dans la vente de biens et/ou services dont vous étiez propriétaire et que vous gériez (ne comprend pas la vente).

Les données du présent rapport incluent les travailleurs autonomes.



Nathaly Riverin

Vice-présidente
Recherche, vigie et développement
nriverin@entrepreneurship.qc.ca

Fondation de l'entrepreneurship

Siège social – Québec

55, rue Marie-de-l'Incarnation, bureau 201
Québec (Québec) G1N 3E9

Téléphone : 418 646-1994

Télécopieur : 418 646-2246

Sans frais : 1 800 661-2160

info@entrepreneurship.qc.ca

Marie-Eve Proulx

Analyste
et chargée de projets en entrepreneuriat
meproulx@entrepreneurship.qc.ca

Bureau de Montréal

240, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 400
Montréal (Québec) H2Y 1L9

Téléphone : 514 873-3262

Télécopieur : 514 864-3462

www.entrepreneurship.qc.ca